

Communication en Question

www.comenquestion.com

n° 21, Juin / Juillet 2025

ISSN : 2306 - 5184

**Discours des acteurs politiques et
construction des *fake news* dans le jeu
politique ivoirien.**

*Speeches by political actors and construction of fake news in
the Ivorian political game.*

60

TIEKOURA Bi Kié Hugues
Doctorant en sciences de l'Information et de la
Communication (SIC)

Université Félix Houphouët-Boigny
Email : huguestiekoura@gmail.com

ATCHOUA N'guessan Julien
Enseignant-Chercheur

Université Félix Houphouët-Boigny
Email : n_atchoua@yahoo.fr

Résumé

Dans un contexte marqué par une instabilité politique récurrente et une polarisation excessive du débat public, cette étude vise à comprendre comment les discours des acteurs politiques participent à la construction et diffusion des fake news dans le jeu politique ivoirien. Elle s'inscrit dans une dynamique de stratégies communicationnelles permettant d'influencer l'opinion publique et délégitimer l'adversaire. En se basant sur les théories de framing, d'agenda-setting et de spirale du silence, l'étude se fonde sur un corpus composé de 8 discours politiques officiels, 10 publications numériques sur les réseaux sociaux, 6 vidéos de campagnes et 4 interviews d'acteurs dans l'arène politique et médiatique. La méthodologie convoquée repose sur une démarche qualitative, associant à la fois, l'analyse critique et thématique du discours politique. Visant à manipuler les faits, les résultats de l'étude montrent des mécanismes discursifs récurrents fondés sur des éléments émotionnels, identitaires et polarisants. Oscillant entre méfiance, adhésion et confusion, elle met aussi en exergue la réception ambiguë de ces messages par les populations avec des impacts notables sur la participation politique et cohésion sociale. Ces différents constats soulignent l'urgence d'amplifier l'éducation aux médias et les mécanismes de vérification de l'information notamment en période électorale.

Mots-clés : Discours politique ; Fake news ; Désinformation ; Polarisation sociale ; Analyse du discours ; Participation démocratique.

Abstract

In a context marked by recurrent political instability and deep polarization of public debate, this study seeks to understand how the discourse of political actors contributes to the construction and dissemination of fake news in the Ivorian political landscape. It is part of a dynamic of communication strategies to influence public opinion and delegitimize the opponent. Based on the theories of framing, agenda-setting and the spiral of silence, the study is based on a corpus composed of 8 official political speeches, 10 digital publications on social networks, 6 campaign videos and 4 interviews with actors in the political and media arena. The methodology convened is based on a qualitative approach, combining both the critical and thematic analysis of political discourse. Aiming to manipulate the facts, the results of the study show recurrent discursive mechanisms based on emotional, identity and polarizing elements. Oscillating between mistrust, support and confusion, it also highlights the ambiguous receptions of these messages by the populations with significant impacts on political participation and social cohesion. These various findings underline the urgency of expanding media literacy and information verification mechanisms, particularly during electoral periods.

Keywords : Political discourse ; Fake news ; Disinformation ; Social polarization ; Discourse analysis ; Democratic participation

1- Introduction

Au cours de la dernière décennie, les sociétés contemporaines ont été confrontées à une intensification sans précédent de la circulation des fausses informations, communément appelées *fake news*. Si le phénomène n'est pas nouveau dans l'histoire des sociétés politiques, il a pris une ampleur particulière avec l'avènement du numérique, notamment des réseaux sociaux, qui favorisent une diffusion rapide et peu contrôlée des contenus. Ce contexte informationnel instable transforme les stratégies de communication des acteurs politiques. Ces derniers, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, intègrent de plus en plus les *fake news* dans leurs pratiques discursives comme des instruments d'influence, de légitimation ou de décrédibilisation (Allcott et Gentzkow, 2017). Ainsi, visant à orienter les représentations sociales et à redéfinir les rapports de force, la parole politique ne se limite plus à informer ou à persuader, elle devient alors, un vecteur de manipulation informationnelle dans un cadre rationnel.

62

Le discours politique est un outil d'action, un instrument stratégique mobilisé par les acteurs politiques afin d'exercer une influence sur les individus, orienter les comportements, ou structurer les représentations collectives. C'est également une forme particulière de prise de parole qui a pour enjeu, la conquête du pouvoir. Quant aux *fake news*, elles peuvent être définies comme des informations intentionnellement fabriquées, trompeuses ou détournées, présentées comme véridiques dans le but d'induire en erreur, de manipuler une opinion ou de nuire à une personne ou une institution (Tandoc, Lim et Ling, 2018).

La Côte d'Ivoire traverse une succession de crises politiques majeures qui aurait profondément marqué son paysage sociopolitique depuis le début des années 2000. Par exemple, une tentative de coup d'État dégenère en une rébellion armée et divise le pays en deux zones à savoir, le nord et le sud en 2002. Cette division alimente des récits concurrents sur la légitimité du pouvoir et les droits d'appartenance nationale. En 2010, une nouvelle crise éclate à l'issue du second tour de l'élection présidentielle. Les deux principaux candidats notamment, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, se proclament chacun vainqueur, sur la base d'interprétations divergentes des résultats. Le discours politique devient alors un outil central de confrontation, mobilisé pour légitimer ou contester les institutions. Les médias, largement politisés, relayent ces discours de manière partisane, exacerbant les clivages et renforçant la méfiance entre communautés (Kouamé,

2019). La crise fait plus de 3 000 morts et laisse des séquelles durables dans la mémoire collective. Une nouvelle période de tension survient autour de la candidature controversée d'Alassane Ouattara à un troisième mandat en 2020. L'élection est maintenue malgré les contestations de l'opposition et d'une partie de la société civile. En revendiquant la légitimité démocratique et dénonçant les abus du camp adverse, les discours à la fois présidentiels et ceux de l'opposition, contribuent à polariser l'espace public. Dans cette démarche, les réseaux sociaux deviennent ainsi des arènes d'affrontement symbolique, où circulent rumeurs, accusations, et *fake news*, souvent difficilement vérifiables (Mamadou, 2021). Tel est le contexte dans lequel s'inscrit cette étude.

La complexité de réception se manifeste dans une perspective de méfiance historique et d'appartenance sociale à l'égard des institutions, des médias et du discours politique en Côte d'Ivoire. Lors d'enquêtes de terrain des témoignages recueillis révèlent que plusieurs citoyens, principalement dans les zones périurbaines, peinent à différencier une information vérifiée d'un contenu manipulé (Soro, 2021). Cette confusion serait renforcée par la forme persuasive et émotionnelle des messages partagés sur les réseaux sociaux. Ainsi, la *fake news* serait un outil de contestation symbolique, et de résistance politique. Les discours alternatifs voire, mensongers pourraient apparaître comme porteurs d'une vérité populaire ou cachée, dans des contextes où les médias dominants sont perçus comme dépendants du pouvoir (Chomsky, 2002). En Afrique de l'Ouest, et plus spécifiquement en Côte d'Ivoire, ce phénomène prend une tournure inquiétante. Le pays connaît depuis plus de deux décennies une instabilité politique jalonnée de crises postélectorales, de conflits identitaires et d'un climat de méfiance généralisée envers les institutions. Les discours politiques tendent à instrumentaliser l'information comme une arme dans la lutte pour le pouvoir dans cet environnement polarisé. Les *fake news* ne sont plus seulement produites par des anonymes sur les réseaux sociaux, mais émanent parfois d'acteurs politiques de premier plan ou de leurs relais médiatiques. L'utilisation stratégique de l'information, souvent à des fins de mobilisation ou de stigmatisation, participe alors à la fabrication d'un récit politique biaisé, où la frontière entre le vrai et le faux devient floue (Koné, 2020).

Cette étude se propose de comprendre les discours des acteurs politiques et construction des *fake news* dans le jeu politique ivoirien. De cet objectif principal ; nous avons dégagé les trois objectifs secondaires suivants :

Discours des acteurs politiques et construction des fake news dans le jeu politique ivoirien.

- Identifier les stratégies discursives utilisées par les acteurs politique ivoiriens pour produire ou diffuser les fake news
- Examiner les principaux supports de fake news
- Déterminer les effets des discours contenant des fake news sur la perception des populations ivoiriennes

L'étude se structure en cinq grands points. La première établit le cadre conceptuel et théorique en définissant les notions fondamentales et réunissant les principales approches analytiques. La seconde partie traite du contexte politique ivoirien, marqué par l'émergence du multipartisme et des crises électorales récurrentes, toutefois, en soulignant le rôle des médias et réseaux sociaux. La troisième partie explicite la méthodologie, tout en présentant le corpus étudié et les outils d'analyse. La quatrième partie évoque l'analyse empirique des discours politiques, ainsi que la mise évidence des logiques de fabrication des fake news et leurs effets. La dernière partie discute les apports de l'étude, ses insuffisances et perspectives de recherche future.

2.- Communication politique et construction du réel

64

La communication politique ne se limite pas à la transmission d'informations. Elle participe activement à la construction du réel toutefois, en influençant les perceptions, les représentations et les comportements des citoyens. Les acteurs politiques, à travers leurs discours et choix communicationnels, ne décrivent pas simplement la réalité mais plutôt, la construisent, la cadrent et la hiérarchisent. Cette capacité de structuration symbolique se fonde sur des mécanismes théoriques, parmi lesquels on peut mobiliser les notions de spirale du silence, de framing, d'agenda-setting et de post-vérité.

La spirale du silence met en évidence le poids de la majorité perçue sur l'expression individuelle. Par crainte de l'isolement social, les individus hésitent à exprimer des opinions minoritaires, selon cette théorie. En politique, cela permet aux discours dominants de s'imposer et de marginaliser les voix dissidentes. Une telle cohérence est accentuée dans les contextes polarisés où les *fake news* renforcent les opinions dominantes et rendent plus difficile l'expression des positions nuancées ou divergentes. La théorie du framing indique que la manière dont les faits sont présentés influe sur leur interprétation. Le cadrage ou mise en cadre, consiste à sélectionner certains aspects d'une réalité perçue pour les mettre en exergue tout en occultant d'autres. Tout en dissimulant des éléments problématiques, ce procédé permet de formater l'opinion en

orientant l'attention sur certains enjeux dans le domaine de la communication politique. En jouant sur les émotions, les valeurs ou les stéréotypes, le discours politique construit alors des narrations qui simplifient les faits, créent des figures héroïques ou diabolisent des adversaires.

À ces mécanismes s'ajoute la logique de l'agenda-setting, selon laquelle les médias et les leaders d'opinion n'imposent pas tant *quoi penser*, mais bien *à quoi penser*. Ce processus permet d'imposer certaines thématiques dans l'espace public, reléguant d'autres sujets à l'arrière-plan. McCombs et Shaw (1972), à l'origine de cette théorie, ont montré que la répétition des messages sur un même thème dans les médias politiques renforce sa visibilité et son importance perçue par le public. Ainsi, les *fake news* ne servent pas seulement à désinformer, mais à orienter l'agenda médiatique selon les intérêts des acteurs politiques qui les produisent ou les relaient. A cette construction du réel, la notion de post-vérité ajoute une dimension nouvelle notamment, dans les sociétés contemporaines. La post-vérité indique un contexte dans lequel les faits objectifs pèsent moins que les émotions ou les croyances personnelles. Dans cet environnement discursif, le débat public est fragmenté et chaque groupe social tend à construire sa propre réalité, souvent alimentée par des contenus partisans ou mensongers (Keyes, 2004). Pour conforter ses bases électorales, renforcer les clivages et délégitimer les sources d'information traditionnelles, la communication politique exploite alors cette fragmentation. Dans cette perspective, la communication politique modifie le réel selon des logiques discursives et stratégiques.

3- Matériels et méthodes de recherche

La méthodologie de recherche repose sur la technique de l'étude documentaire matérialisée par une analyse de contenu des diverses publications relatives à la production de fake news dans le champ politique.

Le corpus retenu comprend 8 (huit) discours officiels, 6 déclarations publiques, 10 publications sur les réseaux sociaux notamment, Facebook, Twitter, YouTube et 4 extraits d'interviews ou de débats télévisés. Le corpus du présent travail, repose sur une approche qualitative et compréhensive, fondé autour de **28** éléments discursifs. L'originalité du sujet repose également sur sa portée méthodologique, en ce qu'il mobilise une analyse discursive rigoureuse au croisement de la linguistique politique, la sociologie des médias et des sciences de la communication (Van Dijk, 2006 ;

Mercier, 2018). La grille de lecture permet de mettre en lumière les procédés rhétoriques, les formes narratives et les stratégies d'argumentation utilisés dans la production des *fake news*. En complément, une analyse des conditions de réception de ces discours auprès du public ivoirien sera envisagée à travers des entretiens qualitatifs ou l'étude de commentaires en ligne (Charaudeau, 2005).

4.- Contexte politique ivoirien et usages stratégiques de fake news

4.1.- Médias traditionnels et réseaux sociaux comme terrains d'expression des acteurs politiques

La communication politique s'appuie à la fois sur les médias traditionnels presse écrite, radio, télévision et sur les réseaux sociaux numériques en Côte d'Ivoire. Ces facteurs occupent une fonction de plus en plus prépondérante dans la stratégie des acteurs politiques. Si les médias classiques restent des canaux importants, notamment en période électorale, leur forte politisation restreint parfois leur crédibilité auprès d'une frange de la population. À contrario, perçus comme plus interactifs et moins encadrés, les réseaux sociaux apparaissent comme des espaces privilégiés d'expression, de mobilisation et de confrontation politique (Doudou, 2020). Pour communiquer directement avec leurs partisans, les principaux leaders politiques ivoiriens, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, utilisent aujourd'hui des plateformes comme Facebook, Twitter, WhatsApp et YouTube. Sans passer par les filtres institutionnels, ces outils favorisent une transmission instantanée des messages, la mise en scène du pouvoir et la dénonciation de l'adversaire. Cette désintermédiation offre un accès immédiat à la population et permet des discours plus émotionnels, souvent éloigner de toute vérification préliminaire.

Cependant, cette extension du champ de la communication politique numérique s'accompagne de dérives préoccupantes. En l'absence d'un cadre juridique strict ou de mécanismes efficaces de régulation, les réseaux sociaux deviennent des vecteurs de manipulation de l'information. Ils offrent un terrain fertile à la diffusion de *fake news*, de rumeurs et de discours de haine. C'est pourquoi Kouakou (2021) indique que des acteurs anonymes ou proches des partis politiques orchestrent des campagnes de désinformation ciblées, souvent à des fins de déstabilisation ou de propagande. La viralité de ces contenus, leur faible traçabilité et réception souvent passive par les utilisateurs accentuent leur

efficacité. Ainsi, les réseaux sociaux, en Côte d'Ivoire, sont à la fois des outils de participation démocratique et des instruments potentiels de polarisation et manipulation politique. L'usage stratégique des médias sociaux par les leaders politiques pose des défis important en matière d'éthique, de régulation et de gouvernance de l'information.

4.2.- Acteurs politiques et instrumentalisation de l'information

Les périodes électorales et crises postélectorales constituent un cadre propice à l'instrumentalisation de l'information par les leaders politiques ivoiriens. Dans ces contextes de forte tension, le discours devient un outil stratégique, utilisé pour construire une image favorable de soi et discréditer l'adversaire. Cette logique se manifeste par la forte circulation de *fake news*, propagée à travers des relais proches des partis politiques, sur les médias traditionnels ou numériques. L'analyse du scrutin présidentiel de 2020 illustre mieux ce phénomène. Les fausses informations ont circulé massivement sur les réseaux sociaux au cours de cette période, ce qui vise à semer la confusion sur l'éligibilité des candidats, exagérer des incidents violents ou accuser l'adversaire de manipulations électorales. Chaque camp a utilisé des récits orientés, parfois déconnectés de la réalité, pour renforcer sa légitimité et mobiliser ses partisans (Traoré, 2021). Ces contenus ont parfois été relayés sans vérification. Cela amplifie la méfiance entre communautés politiques et contribue à la polarisation du débat public.

67

Les stratégies discursives des acteurs politiques alternent généralement entre deux registres à savoir, l'attaque et la victimisation. Le registre d'attaque permet d'exposer l'adversaire comme un danger pour la stabilité du pays ou comme responsable de la crise. Cette rhétorique mobilise la peur, la colère et les accusations morales. À l'opposé, le registre de victimisation vise à se présenter comme injustement cibler ou marginalisé, en s'appuyant sur des événements réels ou interprétés à des fins politiques. Ces deux stratégies sont souvent articulées dans un même discours, afin de légitimer une position politique tout en délégitimant celle du rival (Yapo, 2019). Ces pratiques discursives, basées sur la manipulation de l'information, engendre des conséquences. Elles fragilisent la cohésion sociale, alimentent les tensions ethno-politiques, et fragilisent la confiance dans les institutions. En compromettant le fonctionnement démocratique et usant des *fake news* comme armes politiques, les leaders politiques participent à brouiller les repères de vérité dans l'espace public.

5.- Construction discursive des fake news

5.1.- Mécanismes discursifs de production des fausses informations

La production des *fake news* par les leaders politiques ne se limite pas seulement sur des contenus mensongers. Elle se fonde également sur des mécanismes discursifs précis, qui visent à guider la perception du public par des procédés rhétoriques, émotionnels et idéologiques. Des appartenances identitaires et clivages sociaux préexistants, tirent parti des émotions collectives qui mobilisent des stratégies langagières efficaces dans ces mécanismes. L'exploitation de l'émotion serait l'un des piliers les plus importants du discours de désinformation. Les fausses informations politiques cherchent parfois à provoquer la peur, la colère ou l'indignation. Elles présentent une réalité amplifiée, dramatisée ou simplifiée dans le but de susciter une réaction immédiate. L'accent est mis sur des menaces supposées contre la communauté nationale, la religion ou les valeurs traditionnelles. Selon Wodak (2015), cette dynamique émotionnelle est renforcée par l'activation d'un nous contre eux, qui oppose de manière binaire le groupe majoritaire ou légitime à un ennemi désigné qu'il soit ethnique, politique ou étranger. En stigmatisant l'adversaire, ce cadrage identitaire favorise la cohésion interne du groupe émetteur.

Pour rendre les *fake news* plus crédibles et percutantes, les acteurs politiques se servent également des figures de style. L'hyperbole par exemple, consiste à exagérer un fait mineur pour en faire un événement décisif. L'insinuation, parfois introduite par des expressions comme « il paraît que, etc » ou « certains disent, etc », permet de créer un doute en esquivant la responsabilité de l'affirmation. Alimentées par des messages courts et émotionnels, les rumeurs, difficilement vérifiables, se propagent rapidement sur les réseaux sociaux. Quant au détournement de faits, il consiste à prendre un élément vrai hors de son contexte initial pour en modifier le sens. Ces procédés discursifs s'appliquent sur les représentations sociales et disposent une forme de vérité alternative, solide à la contradiction. Dans l'effet recherché, le lexique utilisé dans ces discours joue un rôle crucial. On constate couramment, l'usage d'un lexique de peur, qui évoque l'effondrement, la guerre, la trahison, ou la disparition de l'État. À contrario, certains discours utilisent un lexique de glorification, qui enthousiasme la nation, le leader providentiel ou la souveraineté retrouvée. Ce double registre permet de disposer les foules contre une menace et renforce l'image

positive de l'émetteur. Ce type de langage, lorsqu'il est répété et relayé massivement, influence la manière dont les citoyens interprètent les faits politiques, notamment en période de crise.

Ces mécanismes discursifs ne sont pas neutres. Ils participent à la création d'un climat de suspicion et de défiance, dans lequel les faits perdent leur valeur au détriment des récits émotionnels. Le discours politique repose sur une scénographie qui construit à la fois un émetteur crédible, un auditoire complice et un contexte dramatisé (Maingueneau, 2014). Concernant le phénomène des *fake news*, une telle mise en scène serait orientée vers la persuasion rapide, souvent au détriment de la véracité. En clair, les fausses informations ne sont pas seulement des contenus déformés. Elles sont plutôt des productions discursives élaborées, conçues pour capter l'attention, susciter l'adhésion, et affaiblir l'adversaire. L'efficacité de ces informations fallacieuses repose sur les contenus aussi bien que sur la manière dont ils sont formulés et insérés dans un contexte social et politique préexistant.

5.2.- Finalités des fake news dans les discours politiques

L'usage des fausses informations dans les discours politiques ne découlent pas seulement d'une simple manipulation accidentelle de l'information. Elles constituent aussi des outils stratégiques mobilisés par les leaders politiques dans des logiques bien définies. Ces logiques visent généralement à affaiblir l'opposant, amplifier la cohésion d'un groupe, ou encore justifier certaines décisions politiques ou institutionnelles. Dans ce cadre, la *fake news* devient un instrument de pouvoir, qui façonne les perceptions et conditionne les réactions des citoyens. La première finalité observée serait la déstabilisation de l'adversaire politique. En l'associant à des scandales, des menaces sécuritaires ou des complots supposés, les fausses informations sont parfois utilisées pour ternir l'image de l'opposant. Le contexte politique ivoirien, serait marqué par la diffusion massive de contenus mensongers pendant les périodes électorales. Ce qui vise à discréditer la moralité, la compétence ou la légitimité de certains candidats.

Ces attaques se fondent généralement sur des rumeurs, montages audiovisuels ou des citations tronquées. Rosanvallon (2021) affirme que le discrédit de l'adversaire est un levier classique dans les régimes en tension, en ce sens qu'il permet de détourner l'attention des faiblesses propres à un régime en place tout en renforçant le contrôle de l'opinion. Un autre but récurrent des *fake news* serait la mobilisation communautaire ou identitaire. Les

discours politiques construisent parfois une antinomie entre un « nous » menacé et un « eux » traître ou envahissant. Dans ce contexte, les fausses informations sont alors utilisées pour alimenter les blessures du passé, activer des mémoires collectives douloureuses ou ranimer les peurs communautaires. Par exemple, des fausses alertes sur des complots ethniques ou religieux ont circulé dans certaines zones sensibles de Côte d'Ivoire au cours des élections présidentielles de 2010 et 2020. Ce type de discours vise à amplifier l'attachement au groupe tout en légitimant la méfiance, voire l'hostilité, envers les autres. Comme le souligne Appadurai (2006), les récits politiques, même mensongers, peuvent produire des effets réels en cristallisant des identités collectives et en justifiant des actes d'exclusion ou de violence.

Enfin, les *fake news* peuvent servir à légitimer des actions politiques ou institutionnelles. Pour justifier des mesures controversées notamment, arrestations d'opposants, restrictions de libertés, ou reports électoraux les autorités utilisent souvent des informations non vérifiées ou exagérées. Cette attitude vise à montrer que l'action entreprise est nécessaire pour garantir la paix, la sécurité ou la stabilité du pays. Ce type de discours renforce l'autorité en place et réduit les terrains de confrontation. Il engendre un effet de « réalité imposée », dans lequel la véracité importe moins que la cohérence narrative et l'efficacité politique du message. Ainsi, les fausses informations sont plus que de simples outils de désinformation. Elles sont intégrées dans des stratégies discursives qui visent à transformer l'opinion, modeler les appartenances et encadrer les comportements politiques. Leur efficacité repose sur la capacité à joindre émotions, identités et rapports de force dans un espace public marqué par la défiance et polarisation.

6.- Effets sur la participation politique et cohésion sociale

La démultiplication des *fake news* dans l'espace public ivoirien ne se limite pas uniquement à un problème d'ordre communicationnel. Elle provoque des effets énormes sur la participation politique et cohésion sociale. En fragilisant les repères informationnels et en alimentant la méfiance, ces contenus compromettent les dynamiques d'engagement citoyen et exacerbent les tensions au sein de la société. La délégitimation des institutions publiques serait l'un des premiers effets observés. La confiance des citoyens envers les autorités se ronge lorsqu'ils sont exposés à des informations contradictoires ou mensongères sur les processus électoraux, les décisions judiciaires ou les actions gouvernementales.

Cette méfiance réduit les fondements du contrat social, en ce sens que les institutions sont perçues comme manipulées, opaques ou partiales. Un tel environnement, décourage la participation politique, principalement chez les jeunes ou les populations marginalisées, qui ne se reconnaissent plus dans le système représentatif. En outre, la désinformation, favorise une polarisation accrue de l'espace public. Elle oppose les groupes politiques ou communautaires à travers des récits simplificateurs et accusateurs. Ces messages consolident les clivages identitaires et réaniment des mémoires collectives conflictuelles. Dans le cas ivoirien, certaines *fake news* ont alimenté des discours d'exclusion basés sur l'ethnie, la religion ou la nationalité. Cette division du tissu social rend le dialogue complexe et impose une atmosphère de suspicion généralisée.

Un autre effet inquiétant est la perte de repères informationnels. Dans un contexte saturé de contenus douteux, les citoyens éprouvent des difficultés à discerner le vrai du faux. Une telle incertitude produit un désengagement critique. Dans cette posture, certains adoptent une attitude cynique face à toute information politique, tandis que d'autres s'enferment dans des cercles informationnels fermés, renforçant ainsi les logiques de confirmation. C'est ce qui conduit Morin (2016) à dire, une société où l'on ne sait plus à qui ou à quoi se fier devient vulnérable aux manipulations et aux dérives autoritaires. En somme, les *fake news* fragilisent les mécanismes démocratiques et mettent à mal le vivre-ensemble. Elles ne constituent pas seulement un symptôme de dysfonctionnement, mais participent activement à la dégradation des conditions d'un débat politique libre, informé et pacifié.

7.- Résistances et initiatives de vérification

Face à la prolifération des *fake news* dans l'espace public ivoirien, divers acteurs se mobilisent pour contrer les effets déstabilisateurs de la désinformation. Journalistes, organisations de la société civile et plateformes de vérification tentent d'instaurer une culture de l'information fiable, en dépit de nombreuses contraintes. Ces initiatives, bien que limitées dans leur portée, constituent des formes de résistance symbolique et pratique à la manipulation de l'information.

Les journalistes professionnels jouent un rôle central dans cette dynamique. En s'appuyant sur des méthodes de vérification rigoureuses, ils tentent de démêler le vrai du faux, en particulier en

période électorale. Certaines rédactions ivoiriennes ont mis en place des rubriques dédiées au *fact-checking*, visant à vérifier les déclarations des responsables politiques ou à corriger des rumeurs virales circulant sur les réseaux sociaux. Des collectifs de fact-checkers comme *Africa Check* ou *Le Réveil* œuvrent également à l'identification des contenus trompeurs, tout en menant des actions de sensibilisation à destination du grand public.

La société civile intervient aussi à travers des campagnes d'éducation aux médias et à l'esprit critique. Des ONG locales organisent des formations auprès des jeunes, des blogueurs ou des leaders communautaires pour renforcer leur capacité à analyser l'information. Cette démarche vise à créer une vigilance citoyenne, capable de résister aux manipulations discursives et à diffuser une culture du doute méthodique. Ces efforts sont essentiels dans un contexte où la désinformation est souvent reçue sans distance critique, notamment sur WhatsApp ou Facebook. Cependant, les mécanismes actuels de régulation présentent plusieurs limites. D'une part, la législation ivoirienne reste incomplète ou difficilement applicable face à la rapidité de circulation des contenus numériques. D'autre part, certains dispositifs de contrôle peuvent être instrumentalisés à des fins politiques, au risque de restreindre la liberté d'expression. Cette tension entre nécessité de régulation et respect des droits fondamentaux complique la mise en œuvre d'un cadre équilibré. La lutte contre la désinformation ne peut reposer sur un seul acteur. Elle exige plutôt une coordination entre institutions publiques, médias indépendants, entreprises numériques et citoyens. Sans cette approche concertée, les initiatives de vérification risquent de rester marginales face à la puissance virale et émotionnelle des *fake news* (Wardle, 2017).

Conclusion

Au terme de cette étude, il ressort que les acteurs politiques ivoiriens participent à la construction et diffusion des *fake news* à travers les mécanismes discursifs. L'étude atteste que ces pratiques s'intègrent dans une logique stratégique qui vise à influencer l'opinion, affaiblir les adversaires et renforcer une légitimité politique. Elle a mis en lumière, un usage répété de figures de style, d'éléments émotionnels et d'un lexique clivant. L'effet de ces procédés consiste à brouiller la frontière entre information et manipulation. La pertinence des approches notamment, en analyse critique du discours et en communication politique dans l'étude des phénomènes de désinformation, confirment les résultats théoriques. L'ensemble des concepts de framing, de spirale du silence ou de

post-vérité permet de comprendre la manière dont les fausses informations construisent une réalité politique alternative. Ces résultats révèlent une profonde méfiance concernant la régulation de l'espace numérique au niveau pratique, mais également à la fonction que doivent exercer les médias, les institutions et la société civile dans la défense d'un espace public.

Cependant, l'étude présente certaines limites. Elle repose sur un corpus restreint à des discours publics et des publications numériques, particulièrement en période électorale. Elle n'intègre pas de manière approfondie l'impact réel de ces discours sur les attitudes et comportements des citoyens à long terme. En outre, l'analyse reste figée sur le cas ivoirien, sans toutefois, fait de comparaison directe avec d'autres contextes notamment nationaux. De plus, des recherches avenir pourraient adopter une démarche comparative, ainsi que l'analyse des pratiques discursives dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, dans lesquels les enjeux électoraux et tensions identitaires sont homogènes. Pour évaluer la progression des stratégies de désinformation dans le temps, et leurs effets durables sur la confiance institutionnelle, des études approfondies seraient nécessaires pour la participation politique et la cohésion sociale.

Bibliographie

- Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). Social Media and Fake News in the 2016 Election. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211–236.
- Appadurai, A. (2006). *Fear of Small Numbers : An Essay on the Geography of Anger*. Durham : Duke University Press.
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique : les masques du pouvoir*. Paris, France : Vuibert.
- Chomsky, N. (2002). *Media Control : The Spectacular Achievements of Propaganda*. New York, USA : Seven Stories Press.
- Doudou, A. (2020). *Réseaux sociaux et reconfiguration de la communication politique en Afrique francophone*. Dakar, Sénégal : L'Harmattan.
- Keyes, R. (2004). *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*. New York, United States: St. Martin's Press.

Discours des acteurs politiques et construction des fake news dans le jeu politique ivoirien.

Koné, K. (2020). Information, politique et réseaux sociaux en Côte d'Ivoire. *Revue Ivoirienne de Communication*, 12(1), 45–66.

Kouakou, A. (2021). Désinformation et manipulation politique en Côte d'Ivoire : le rôle des réseaux sociaux. *Revue Ivoirienne de Communication*, 14(2), 33–48.

Kouamé, K. (2019). *Chefferie traditionnelle et politique en Côte d'Ivoire : Entre légitimité et manipulation*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Les Classiques Ivoiriens.

Maingueneau, D. (2014). *Le discours politique*. Paris, France : Armand Colin.

Mamadou, B. (2021). *Communication politique et désinformation en période électorale en Afrique de l'Ouest*. Abidjan, Côte d'Ivoire: CERAP Éditions.

McCombs, M., & Shaw, D. (1972). The Agenda-Setting Function of Mass Media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176–187.

Mercier, A. (2018). *La désinformation : les armes du faux*. Paris, France : INA Éditions.

Morin, E. (2016). *Penser global. L'humain et son univers*. Paris, France : Robert Laffont.

Rosanvallon, P. (2021). *Les épreuves de la vie. Comprendre autrement les Français*. Paris, France : Seuil.

Soro, K. (2021). Réception des fausses informations en Côte d'Ivoire : entre adhésion et méfiance. *Revue Africaine des Médias*, 9(2), 45–60.

Tandoc, E. C., Lim, Z. W., & Ling, R. (2018). Defining “fake news” : A typology of scholarly definitions. *Digital Journalism*, 6(2), 137–153.

Traoré, F. (2021). Les fake news dans la présidentielle ivoirienne de 2020 : acteurs, contenus et canaux. *Revue Africaine des Médias*, 8(1) 55–70.

Van Dijk, T. A. (2006). Discourse and manipulation. *Discourse & Society*, 17(3), 359–383.

Wardle, C. (2017). *Fake news. It's complicated. First Draft*. Cambridge, United States: Harvard Kennedy School.

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making*. Strasbourg, France: Conseil de l'Europe.

Wodak, R. (2015). *The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean*. London, United Kingdom: SAGE.

Yapo, K. (2019). *Langage politique et stratégies discursives en période électorale en Côte d'Ivoire*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Les Presses de l'Université Félix Houphouët-Boigny.